

Nord-Isère

Faire avancer la cause féministe dans la ruralité « reste un défi »

À quoi ressemble le féminisme en Nord-Isère, territoire imbriqué entre trois grandes villes, Lyon, Chambéry et Grenoble ? Un militantisme discret qui n'empêche pas ce combat pour l'égalité de s'installer dans la ruralité.

C'est un mot souvent galvaudé. « Je vais prendre une métaphore cycliste. Pour moi, le féminisme, c'est la pompe à vélo qui permet de ramener au même niveau la roue dévalorisée, les femmes, et la roue bien gonflée, les hommes. » Ilène Grange est à la tête du Collectif de l'Âtre, troupe de théâtre engagée dont le siège est à La Tour-du-Pin. Elle fait partie de ces femmes qui portent le combat féministe dans le Nord-Isère. Avec son collectif et ses pièces mais aussi en développant des actions fortes comme le mariage et la création d'un nouveau groupe pour valoriser le cinéma local féminin. Ilène habite Pont-de-Beauvoisin depuis trois ans. Elle a appris à voir le prisme du féminisme dans la ruralité. « En fait, il infuse sur tout le territoire. Il est au lycée Pravez où, chaque année, il y a des actions autour du 8 mars et du 25 novembre [Journée internationale des droits des femmes et Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, NDLR], il est à la MJC de La Tour-du-Pin où ce sont des femmes qui tiennent la baraque, il est au centre de santé

sexuelle Olympe... »

La création de ce planning familial turripinois, c'est la première action qui a été portée par Femmes debout. Une fois le planning monté, l'association voulait poursuivre « son militantisme féministe ». Organiser des manifestations, intervenir dans le milieu scolaire et prendre en charge des femmes victimes de violences avec une entrée au réseau Stop violences conjugales. Mais pour Brigitte Salanson, une des fondatrices de Femmes debout, « les militantes sont peu nombreuses ». « Peut-être parce que certaines pensent que tout est déjà acquis. »

« Le militantisme est sporadique »

Mélanie Tobba, féministe insoumise et syndiquée à la CGT a essayé, plusieurs fois, de créer des événements à Pont-de-Chéruy, où elle réside. Mais « ça ne prend pas trop ». « Elles partent sur Lyon, Chambéry, Grenoble... Je m'étais même renseignée pour ouvrir une antenne locale de Nous toutes [collectif féministe, NDLR] mais j'ai abandonné l'idée. » « Cela reste un défi et beaucoup de travail de créer de nouvelles habitudes sur des territoires ruraux ou presque », commente Kim-Lan Durieu. Elle, s'occupe des projets artistiques du tiers-lieu Agora Guiers, à Pont-de-Beauvoisin, qui a aussi une antenne aux Abrets-en-Dauphiné. Depuis

ce jeudi 7 mars et jusqu'au mercredi 13, la structure présente sa deuxième édition de *Pont des femmes*. « Tout est parti de différentes discussions avec les deux communes de Pont-de-Beauvoisin [Isère et Savoie, NDLR]. On voulait proposer un événement engagé et le féminisme est rapidement apparu. Le fait de créer cet appel a permis à des personnes qui seraient allées s'exprimer à Lyon ou Grenoble de le faire sur leur territoire. Le public a été au rendez-vous. »

Marion Ghibaud, engagée dans le réseau Stop violences conjugales du Pays turripinois et chargée de prévention sur tout le département, a décidé de lancer une nouvelle association « hors de Grenoble pour pouvoir intervenir dans la ruralité ». Nommée Feeling - Fabriquer l'égalité par l'éducation et la lutte contre les injustices de genre - elle sera une des pionnières à travailler sur le genre dans le département. « En Isère, il y a plusieurs Isère. Ce n'est pas simple mais c'est un territoire qui bouge. Le militantisme est sporadique mais les actions féministes sont partout. »

C'est aussi ce que veut porter Chantal Mirail. Gilet jaune, elle fait partie du collectif de lutte du Nord-Isère mobilisé sur plusieurs combats. À l'intérieur même du groupe, elle s'active, avec d'autres, pour « un féminisme anti-impérialiste, antiraciste et pour une convergence des luttes ». « Tous les combats

sont liés et le féminisme en fait partie. » Vendredi 8 mars, Chantal et ses camarades se rendront dans le quartier populaire des Dauphins, à La Tour-du-Pin, pour entonner des chants féministes.

À Vienne, Myriam Thieulent, syndicaliste et militante de la France insoumise a fondé, avec Attac, Les Rosies. Elles sont une dizaine repérables à leur dress code : le bleu de travail et un fichu rouge dans les cheveux, et « les gants jaunes car le travail, c'est aussi le travail domestique ». Un temps, un groupe de colleuses œuvrait également sur la commune. « Elles étaient très jeunes et les jeunes ne restent pas à Vienne. » Outre la présence dans les cortèges, Myriam Thieulent voudrait développer d'autres rendez-vous. « Il y a plein de questions sur lesquelles on pourrait se pencher. Vienne n'est pas fait pour les femmes. Les trottoirs sont trop étroits pour les poussettes. La nuit, les lumières sont éteintes, cela pose des questions de sécurité... »

Avec la sécurité, la mobilité, le mal-logement, la garde d'enfant, la compréhension du numérique sont autant de sujets sur lesquelles les féministes du Nord-Isère travaillent. Cécile Vantrepot, juriste au Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF), dispense des informations juridiques tous les jours pour aider les femmes à « avancer vers l'autonomie et l'équité ». « On sème des graines et



Ilène Grange [à gauche sur la photo] multiplie les projets pour valoriser les femmes dans le Nord-Isère, comme ceux qu'elle mène avec le Collectif de l'Âtre.
Photo Le DL/Jean-Baptiste Bornier

on leur permet de révéler que leur ressenti est vrai : il y a des inégalités et elles ont des droits. Le féminisme, c'est aussi ça. »

● **Pauline Seigneur**

Elles marchent pour dénoncer les violences conjugales

Elles s'appellent Sophie, Margaux, Dominique, Florence, Stéphanie, Monique, Catherine, Valérie. Elles sont victimes de violences conjugales et membres d'un groupe de parole - Plus fortes ensemble - au sein du centre social Odette-Brachet de Morestel. Elles se rencontrent régulièrement et partagent un groupe WhatsApp.

L'année dernière, à la fin du mois de mars, ces femmes, accompagnées de bien d'autres et notamment du centre de santé sexuelle Olympe, ont réalisé une action inédite sur le territoire. Elles ont marché de La Tour-du-Pin à Morestel. Quatre jours ensemble avec des étapes dans les communes de Vézeronce-Curtin, Arandon-Passins et Brangues avant de finir dans la Cité des peintres le 1^{er} avril. « Il y avait beaucoup de monde à l'arrivée... », sourit Stéphanie qui, à cette époque, venait de rejoindre le groupe. « On a pu manger au restaurant, partager des bons moments », complète Monique. « Ce qu'on voulait, c'est être vues. Que les gens sachent que les violences



Stéphanie, Florence, Margaux, Sophie, Valérie, Monique, Dominique, Catherine et Judith. Elles organisent une nouvelle marche contre les violences conjugales, le samedi 23 mars.

existent et qu'on est là », lâche Dominique.

Une sensibilisation réitérée cette année sous un autre format. Une marche à Moresstel, toujours, mais sur une

seule journée, le 23 mars, avec plusieurs départs : Le Bouchage, Brangues, Saint-Victor-de-Morestel, Arandon-Passins, Sermérieu, Vasselin, Saint-Sorlin-de-Morestel et Véze-

ronce-Curtin. Mais malgré la mobilisation et la médiatisation de l'année dernière, « il n'empêche qu'on ne nous donne pas d'argent pour financer notre groupe de parole », rapporte Florence. Judith Bruckner, référente familles au centre social, confirme : « L'action a peut-être permis d'éveiller les consciences mais les financements n'ont pas suivi. » Les membres du groupe décrivent un fort manque de moyens et de structures pour accompagner les victimes. « On nous dit qu'il faut partir mais personne ne nous annonce que c'est un véritable parcours du combattant ensuite. Ce n'est pas parce qu'on est partie que c'est réglé », témoigne Sophie. « La reconstruction après les violences, c'est un travail sur le long terme. Il y a l'urgence vitale puis le psychologique et tout le reste... »

● **P.S.**

Un festival avec une programmation 100 % féminine ? Ça n'a pas marché



Zaho de Sagazan faisait partie de la programmation 100 % féminine de Bien l'Bourgeon, pour l'édition 2023 en mai, à Saint-Geoire-en-Valdaine. Un festival qui n'a pas pu se tenir.
Archives Le DL/J.Pontal

Fabien Givernaud, vous assurez la programmation pour le festival Bien l'Bourgeon à Saint-Geoire-en-Valdaine. L'an dernier, vous avez voulu organiser un festival avec une programmation 100 % féminine. Pourquoi ? « Notre festival est thématique. On parle toujours de transition écologique mais par un biais différent. L'année dernière, c'était l'écoféminisme. On s'était dit que, quitte à travailler dessus, autant marquer le coup en n'ayant que des projets féminins. Ce qui ne s'était jamais trop fait en France. Nous avions bien marché les autres années, on s'était dit "essayons de faire cette programmation ambitieuse". »

Le festival a été annulé faute de préventes suffisantes. Comment l'expliquer ?

« Cela a été très compliqué dès le début. Les projets féminins sont souvent de la chanson française, un genre musical qui ne passe pas trop en festival, ou grâce à des artistes très connues comme Angèle. Il y a des styles de musique qui marchent très bien en festival, comme le reggae, où il y a peu de projets féminins, où les femmes ne sont pas visibles. On est trop petit pour avoir des énormes têtes d'affiche mais trop gros pour n'avoir que de la musique découverte. Quand on a fini par trouver notre programmation, elle était donc différente de ce que

nous avions l'habitude de proposer. En ville, cela aurait beaucoup marché, en ruralité pas trop. »

Le public n'est pas prêt à acheter une place de concert quand ce sont des femmes sur scène ? « Il y a quelque chose de cet ordre-là. On a fait le choix de mettre les femmes en avant pour faire comprendre aux gens qu'il y a 80 % de festivals en France où il n'y a que des hommes. Encore ce week-end à Grenoble, il y a un festival où il n'y a que des hommes... Dans notre programmation, nous avions quand même des peintures comme Zaho de Sagazan. Nous avons eu des remarques comme quoi, ne proposer que des femmes,

c'était du séparatisme, on divisait les gens. Cela a fait parler alors que, quand il y a que des hommes, la question ne se pose pas. On savait que c'était une prise de risque, mais on ne pensait pas à ce point-là ! Il y a une partie du public qui n'est pas prête à entendre qu'il y a des gros problèmes d'égalités. Quand le festival a été annulé, nous avons perdu 60 000 euros. Cela a questionné tout le monde. On est en lien avec le syndicat des musiques actuelles. Cela a fait le tour dans les réseaux nationaux. Le point positif, c'est la prise de conscience. Mais il reste du travail pour avoir une égalité dans les productions. »

● **Propos recueillis par P.S.**